

LIBERTÉ — ÉGALITÉ — FRATERNITÉ

LA LIBERTÉ

DE SAINT-PIERRE ET MIQUELON

*Liberté, Liberté chérie
Combats avec tes défenseurs*
(ROUGET DE L'ISLE)

*Un peuple n'est vaincu que
lorsqu'il accepte de l'être.*
(FOCH)

HEBDOMADAIRE INDEPENDANT

Administration, Publicité et Circulation: Léon Briand, rue Jacques Cartier -:- SAINT-PIERRE



La Force Française sera installée sur le Rhin!

Déclare le Général de Gaulle au cours d'une Conférence de Presse

Voici les principaux passages des déclarations faites le 26 janvier 1945 par le général de Gaulle à cette conférence:

Interrogé sur la question de savoir si la France était invitée à la prochaine conférence des chefs alliés, le général de Gaulle répondit: «Nous avons entendu dire qu'il y aurait en effet une réunion de plusieurs chefs de gouvernements ou chefs d'états des nations unies. La France n'est pas invitée à participer à cette réunion.» Et le chef de la France ajouta.

«Vous savez que nous sommes en bons rapports diplomatiques avec les gouvernements dont nous parlons, le gouvernement des Etats-Unis, le gouvernement Britannique et celui des Soviets. Ces rapports diplomatiques sont assez étroits pour que ces gouvernements n'aient pu douter du désir qu'aurait la France de participer avec eux aux grandes discussions qui sont prévues.»

Un journaliste lui demandant s'il était question de la signature d'un pacte franco-anglais, le général de Gaulle répondit: «Le gouvernement ne fut l'objet d'aucune démarche pour traiter un pacte franco-anglais mais nous pensons qu'un jour ou l'autre, la France et l'Angleterre préciseront par un pacte le caractère de leur alliance. Cela est normal et souhaitable. Toutefois, il n'y a pas actuellement de négociations pour un pacte franco-anglais. Du reste vous devez voir que cela n'empêche pas la France et l'Angleterre de mener en commun la guerre qui dure depuis plus de cinq ans.»

Le général de Gaulle dit ensuite «La France n'entend pas finir cette guerre sans être assurée que les forces françaises seront installées en permanence d'un bout à l'autre du Rhin. Les expériences que nous avons subies notamment depuis un siècle, sont suffisantes pour que le monde entier soit éclairé sur cette question. En tous cas, la France, elle, est bien éclairée. Le long du Rhin, d'un bout à l'autre, il y a la sécurité française.

Et non pas seulement la sécurité française mais aussi la sécurité de l'Europe occidentale et je crois par ce fait même, la sécurité d'une grande partie du reste du monde. La France est principalement intéressée dans cette affaire parce que faute de tenir le Rhin, comme il faut qu'elle le tienne, elle est envahie à chaque fois. Cette fois-ci, elle a manqué de périr. C'est une expérience qu'elle est tout à fait résolue à ne plus jamais laisser renouveler. Par conséquent, je vous le répète que la France ne veut pas terminer cette guerre sans que sa force soit installée en permanence depuis un bout jusqu'à l'autre du Rhin.»

Au sujet du pacte franco-soviétique, le chef du Gouvernement précisa qu'il ne constituait pas un pacte type car les pactes sont des alliances et elles ne peuvent se conclure dans les mêmes termes avec chaque Etat, et il ajouta « Si la France, un jour comme je l'espère, est en mesure de conclure un arrangement avec ses voisins immédiats et d'abord avec la Belgique je ne crois pas que ce pacte sera nécessairement identique à celui qu'elle a signé avec la Russie parce que les circonstances et les positions sont très différentes. Néanmoins, l'esprit commun pour ces pactes est le même: il consiste à s'unir pour s'opposer à une agression nouvelle.»

Concernant la reconnaissance du gouvernement italien, le général de Gaulle déclara «Nous avons quelque raison de nous plaindre de cette chose vraiment lamentable que fit l'Italie en entrant en guerre contre la France. Mais, nous regardons l'avenir et nous croyons qu'un jour ou l'autre, la France et l'Italie sont destinées à se retrouver dans des relations franchement cordiales et à coopérer l'une et l'autre, au bien de l'humanité en particulier dans le bassin méditerranéen», et le chef de la France ajouta « Il reste des choses à régler. On espère qu'elles pourront l'être avec le gouvernement Bonomi pour qui la France a beaucoup d'estime. Les

dispositions de ce gouvernement sont très heureuses pour ce que nous souhaitons faire, c'est-à-dire: un arrangement pratique et cordial avec une Italie nouvelle après lequel il sera possible d'établir des relations normales. Quant à la question des Italiens de Tunisie, elle ne se pose pas l'Italie ayant rompu les conventions régissant la matière. Il faut souhaiter que le gouvernement italien reconnaisse de lui-même que ces conventions n'existent plus. L'effort de guerre actuel de l'Italie aux côtés des Alliés ne peut en aucune façon, quel que soit le courage des Italiens entrés dans la lutte, être comparé à celui de la France.»

Parlant des relations franco-espagnoles, le chef de la France dit encore « Les relations commerciales franco-espagnoles n'ont jamais cessé... Actuellement il est normal que la France puisse trouver dans ces relations le moyen d'augmenter son effort de guerre... la question du statut de Tanger est une de celles que le gouvernement français considère comme n'étant pas réglée et comme devant l'être... D'autres puissances s'intéressent également au règlement de ce problème»...

Abordant la question syro-libanaise, voici ce que déclara le général de Gaulle. Le monde entier, je crois, sait que des difficultés sérieuses et fâcheuses furent créées à la France sur ce terrain. Elle reconnut la première l'indépendance de ces deux états, où elle a une position première qu'elle conservera. L'Orient est la région où les questions sont toujours délicates... Il y a bien longtemps que nous serions parfaitement d'accord avec les gouvernements de Damas et de Beyrouth s'il n'y avait eu entre eux et nous, cette interférence extérieure facilitée par la situation cruelle de la France, situation qui tend toutefois, je dois le dire, à s'améliorer peu à peu. Il en est résulté en Syrie et au Liban une situation compliquée et qui hypothèque d'ailleurs les relations de la France avec un autre grand état... La France au prix de grands sacrifices et sans être aidée par personne a pendant des années introduit le progrès et la civilisation dans ces régions du monde qui ne les connaissaient pas. Cela fut fait par la vie de ses soldats, l'effort de ses administrateurs et le dévouement de ses missionnaires et de tous ceux qui ont contribué à créer le progrès dans ce pays. Il en est résulté qu'entre ces populations et la France, beaucoup de rapports humains se sont établis. Vous voyez que, tandis que la France traversait une crise invraisemblable où elle fut coupée de tout, toutes ces populations lui ont été fidèles, ce qui prouve bien qu'il y a quelque chose d'inébranlable entre elles et nous. Il résulte de tout cela que la France estime être qualifiée, et seule qualifiée pour apprécier en connaissance de cause la façon dont le progrès et la civilisation de ces populations doivent se développer dans l'avenir. Cette politique a d'ailleurs été définie comme vous le savez à la conférence de Brazaville. Nous la répétons à toute occasion: pas à pas, nous faisons progresser ces populations notamment au point de vue de leur économie libre et de leurs facilités du progrès d'administration. C'est un grand effort qui continue et continuera. Telle est la politique française.»

En ce qui concerne les bases actuellement utilisées par les alliés dans les territoires français du Pacifique, notre grand chef souligna que ces bases sont utilisées par nos Alliés américains comme bases dans la guerre d'Extrême-Orient avec l'accord du gouvernement fran-

çais et ajouta « Il ne s'agit là bien entendu que de l'utilisation stratégique de ces bases. Si par malheur, le temps voulait qu'après la défaite du Japon, il y ait de nouveau une guerre contre ce pays en Extrême-Orient, le gouvernement des Etats-Unis peut-être sûr que ces mêmes bases seraient dans les mêmes conditions offertes à la stratégie interalliée pour écraser le même adversaire... Quant aux autres bases commerciales ou aériennes qui pourraient être créées en coordination avec une organisation mondiale de sécurité, la France verra, le jour où cette question sera étudiée, les points qui pourront être utilisés par les nations participant à cette stratégie. La question se pose d'ailleurs de la même façon pour toutes les nations intéressées à l'organisation mondiale de sécurité».

Répondant à une autre question le général de Gaulle précise qu'il n'y a pas à l'heure actuelle d'accord entre la France, les Etats-Unis et la Grande Bretagne au sujet de la loi «prêt-bail» concernant la métropole. Il ajouta que les conversations en vue de la conclusion de cet accord se poursuivent actuellement « L'effort que fait la France pour les besoins de guerre des alliés, dit-il, se chiffre actuellement à trois milliards de francs par mois».

Parlant ensuite du redressement économique de la France, le chef du Gouvernement déclara que ce redressement est une chose certaine mais que si l'effort est commencé, les résultats ne viennent encore que sur un rythme assez lent. «Toute l'année 1945, déclare le général de Gaulle, sera une année très dure pour tout le peuple français. Celui-ci s'en rend parfaitement compte mais il est prêt à consentir les sacrifices nécessaires.»

Il annonça ensuite, que la mission de M. René Mayer aux Etats-Unis, était terminée mais que la question des «shipping» qu'il alla régler était une question difficile et que les résultats pouvant être attendus de ces entretiens ne sont jamais rapides.

Concernant l'armement des nouvelles forces françaises, le général de Gaulle souligna que des délais étaient nécessaires pour rendre effectif l'accord récemment établi mais que les préparatifs sont commencés et que cet accord a donc reçu le début de son exécution.

Parlant du front de l'Atlantique, le chef de la France déclara « Ce front n'est pas oublié! Nous y pensons beaucoup, à ce front tenu contre 75.000 allemands presque exclusivement par les forces françaises. Il y a sur le Rhin une très grande armée anglaise et américaine et une force française très faible. L'occupation du territoire allemand sera réalisée par les armées interalliées pendant la bataille. Une fois les hostilités terminées, on établira quelque chose de stable et de durable pour l'avenir, un avenir à longue échéance.»

Et revenant sur la question de l'occupation du Rhin par les forces françaises notre grand chef ajouta « Je vous réponds que la force française sera établie après cette guerre sur le Rhin. Quant à l'avenir politique des pays rhénans, je ne vous fais aujourd'hui aucune réponse puisque c'est là une chose qui dépendra de ces pays eux-mêmes, de la situation de l'Allemagne et aussi en partie des accords qui seront éventuellement conclus par nous avec les autres puissances. Mais quant à savoir si oui ou non la force française sera installée sur le Rhin, je vous réponds: oui, elle le sera! Je le souhaite...»

Interrogé sur l'attitude de la France vis-à-vis du comité de Lublin, le général de Gaulle rappelle que nous avons à Lublin un délégué, M. Christian Fouchet, et que de son côté, le comité de Lublin a son représentant en France. Comme on lui demandait si le gouvernement français allait reconnaître ce comité en qualité de gouvernement provisoire de la Pologne, le chef de la Fran-

ce ajouta «La France attend que la Pologne elle-même exprime sa volonté. Actuellement le peuple polonais en a-t-il l'occasion? Je ne le crois pas. Nous verrons».

Et le général de Gaulle termina sa conférence de presse en confirmant que les élections municipales auront bien lieu au printemps comme il le fut prévu.



« A mesure que le soleil de la Victoire se lève à l'horizon la Nation découvre l'avenir. »

Voici le texte du discours que prononça le général de Gaulle le 5 février à 20 heures:

«Sur l'Oder et le Rhin, les armées alliées sont maintenant en contact avec le corps proprement germanique. En dépit des revers terribles que l'ennemi continue à essuyer, il faut prévoir cependant qu'il va s'acharner à la résistance. Les dirigeants actuels de l'Allemagne ne doutent certainement pas que la guerre soit perdue pour eux. Mais ils persistent à espérer qu'ils pourront faire durer la lutte jusqu'à ce que tel événement vienne susciter parmi leurs adversaires la division ou la lassitude et où les allemands trouveraient une issue. Pour le cas où il leur manquerait cette chance de salut, ils préparent tout au moins la politique du pire comptant que le chaos allemand au milieu d'un monde épuisé et en désaccord pourrait entraîner chez les autres, des secousses et des oppositions qui les mettraient à la même enseigne.

Enfin, Hitler et ses gens mesurant l'étendue des malheurs de leur pays, tiennent à conserver jusqu'au bout figure de chefs indomptables dont le nostalgique souvenir viendrait quelque jour peut-être hanter à nouveau les rêves d'un grand peuple désespéré. Dans cette phase suprême de la lutte comme dans la paix qui suivra, les droits et les devoirs de la France sont au premier rang de tous les droits et de tous les devoirs. Pour que la résistance de l'ennemi dans la profondeur du territoire allemand puisse être réduite à partir du front de l'ouest, l'effort de la France, malgré tout ce que sa puissance put subir d'attente momentanée, est évidemment nécessaire. Il en était déjà ainsi en septembre 1939 car c'est en prenant alors tous les risques côte à côte avec la Grande Bretagne que nous gagnâmes pour tout le monde l'année qui permit aux autres de voir clair et de se préparer. Il en était ainsi encore en Tunisie en novembre 1942 quand notre armée d'Afrique s'arrachant à la torpeur du soi-disant armistice, couvrait de ses armées ralliées et de sa valeur intacte, l'arrivée des forces américaines, britanniques et françaises libres et sur un terrain où l'ennemi se ruait fort en avance. Il en était ainsi en Italie durant la campagne des premiers mois de 1944 qui porta les armées alliées depuis Naples jusqu'à Florence et où le corps expéditionnaire français joua un rôle capital. Il en fut ainsi durant la bataille de France jusque et y compris la victoire qui s'achève en Alsace, combats au cours desquels sur les 825.000 allemands faits prisonniers par les alliés depuis le 6 juin 1944, 210.000 le furent par les Français, à savoir: 120.000 par la première armée, plus de

50.000 par la seule deuxième division blindée ainsi que 40.000 par nos forces de l'intérieur. L'effort de la France sera demain d'une importance relative plus grande encore puisque dans trois mois d'ici nous aurons en ligne deux fois plus d'unités que nous en avions en décembre. Ajoutons que ce sont nos ports, nos chemins de fer, nos terrains d'aviation qui sont l'ossature de la bataille commune. Quant à l'occupation de l'ensemble du territoire allemand qui suivra forcément les hostilités elles-mêmes, il est clair que l'armée française en deviendra peu à peu à l'Occident, l'élément prépondérant. Quelles que puissent être encore la durée et les péripéties de cette guerre, il est banal d'affirmer que les règlements qui en sortiront auront pour la France une importance vitale. Depuis plus d'un siècle et demi, notre pays ne cessa d'aller en s'affaiblissant par rapport à d'autres, à mesure que des guerres gigantesques qu'il lui fallait soutenir lui coûtèrent au total beaucoup plus qu'aucun peuple du monde. Bien entendu sa stabilité politique, son développement économique et démographique, son progrès social, par dessus tout la concorde entre les citoyens, conditions de cette stabilité, de ce développement et de ce progrès, en furent gravement compromis. Bref notre vie nationale à l'intérieur et au dehors ne fit, depuis des générations qu'aller de secousse en secousse dont chacune était plus ruineuse que celle qui la précédait. Cette fois la France faillit littéralement périr en tant que nation libre et les sources de son activité se trouvent cruellement atteintes. Le reste de l'univers et tout d'abord les peuples de l'Europe ne firent d'ailleurs que pâtir de cet affaiblissement car c'est une sorte de loi que personne n'est en sécurité quand la France est malheureuse. Or l'agent de toutes nos épreuves fut toujours et toujours l'Allemagne favorisée par les erreurs et les illusions ou les concours dont elle profita au dehors. C'est dire que de ce qui sera fait à l'égard des allemands vaincus dépend non pas l'avenir mais la vie même de la France. Nous savons que beaucoup d'hommes dans le monde considèrent assez étrange que dans la période présente de la lutte, les chefs des gouvernements des trois grandes puissances semblent chercher à fixer en dehors de la France la façon dont cette guerre doit être menée à son terme et les conditions des règlements qui en seront la conclusion. Sur ce point je puis assurer au pays qu'il peut attendre sans alarme le développement des événements.

Pour ce qui est de la conduite de la guerre et bien que nous ayons accepté pour la période actuelle de placer nos forces militaires sous un commandement inté-

raillés, comme nos alliés le firent à la fin de la dernière guerre en faveur du maréchal Foch, le gouvernement a les moyens d'introduire dans la stratégie générale, ainsi qu'il le fit déjà et notamment à une date récente, ce qu'il faut et ce qu'il faudra pour que nos intérêts nationaux soient sauvegardés à l'avantage de tous et qu'en outre il soit tiré de nos forces le meilleur parti possible. Je m'empresse d'ajouter qu'il trouve à ce point de vue dans le haut commandement interallié une compréhension dont l'histoire ne manquera pas de faire l'éloge. Quant au règlement de la paix future, ou à toute autre disposition qui s'y rapporterait, nous avons fait connaître à nos alliés, et nous avons dit publiquement, que la France ne serait bien entendu engagée par absolument rien qu'elle n'aurait été à même de discuter et d'approuver au même titre que les autres. A fortiori, elle n'acceptera que ce qui sera conforme au but qu'elle se fixe pour s'assurer qu'aucune agression de l'Allemagne ne soit possible dans l'avenir soit contre elle-même, soit contre tout état auquel elle se trouve ou se trouverait liée. Je puis préciser une fois de plus que la présence définitive de la force française d'un bout à l'autre du Rhin, la séparation des territoires de la rive gauche du fleuve, et du bassin de la Ruhr de ce qui sera l'état ou les états allemands, l'indépendance des nations polonaise, tchécoslovaque, autrichienne, balkanique, dans l'amitié de chacun des peuples qui auront à porter le poids principal du maintien de la paix en Europe, sont des conditions que la France juge essentielles. Nous souhaitons vivement qu'elles soient également jugées telles par tous nos alliés. Nous ne sommes pas inquiets d'ailleurs quant à la possibilité que nous aurons de réaliser, la plupart d'entre elles, puisque nous sommes 110 millions d'hommes vivant bien rassemblés sous le drapeau français à proximité immédiate de ce qui nous intéresse le plus directement. Nous n'avons naturellement pas l'outrecuidance de croire que nous pourrions assurer l'isolement de la sécurité de l'Europe. Il y faut des alliances. C'est dans ce but que nous avons conclu une belle et bonne alliance avec la puissante et vaillante Russie soviétique. C'est dans ce but que nous sommes désireux d'en sceller, quelque jour, une autre avec la vieille et brave Angleterre dès lors qu'elle aurait bien voulu adhérer à ce qui est pour nous vital relativement à l'Allemagne et que nous aurions réussi à éliminer entre nous certains vestiges d'une rivalité périmée en tel ou tel point du monde, vestiges auxquels nos malheurs provisoires donnèrent et donnent encore l'occasion de se manifester. Nous comptons pouvoir établir avec chacun de nos voisins belges, luxembourgeois, hollandais des accords pratiques de sécurité commune et de coopération économique. Nous espérons que le temps qui est toujours un galant homme pour ceux qui savent l'utiliser, nous permettra dans l'avenir de reprendre de bons rapports avec une Italie renouvelée.

Enfin nous nous tiendrons prêts quand l'étau des batailles d'Europe et d'Extrême-Orient ayant été desserré, nous aurons recouvré la liberté de tous nos moyens et la disposition de tous nos territoires, à participer allègrement aux grandes études des négociations d'où sortira sans nul doute une organisation mondiale de la paix. Celle-ci comportera en première ligne, les Etats-Unis d'Amérique et promettra à chaque état la garantie suprême de sa vie et de son développement dans la société

des hommes. Tel est le plan immédiat de guerre et de paix de la France. Les circonstances tendent à être telles que pour les réaliser il suffit de le vouloir bien et d'agir en conséquence. Parvenant à ce but nous créerons pour notre pays des conditions générales de dignité, de puissance et de sécurité qui, hélas, lui manquèrent depuis si longtemps, que la méconnaissance des réalités nous empêcha d'obtenir après l'épuisante victoire de 1918 et faute desquelles nous avons vécu dans un atmosphère de mécontentement, d'incertitude et de menace qui sont contradictoires avec le renouveau. Inversement, nous aurions beau dans cette suprême occasion, réussir à placer notre pays dans les meilleures conditions imaginables au milieu des autres états et aider à bâtir la plus belle construction possible de coopération mondiale, nous n'aurions rien construit que d'illusoire sans une rénovation intérieure correspondant à notre retour au premier rang des nations. Or c'est un énorme effort sur nous-même que nous avons et aurons à fournir pour nous hisser au plan où nous voulons être. Pour le moment il est bien vrai que les exigences, les épreuves et les ruines de la guerre nous limitent dans cet ordre d'idées à parer au plus pressé, c'est-à-dire tout simplement à nous efforcer de vivre. Mais à mesure que le soleil de la victoire se lève à l'horizon, la nation découvre l'avenir et s'interroge sur la route qu'il lui faut suivre pour se reconstruire et se développer politiquement, économiquement, socialement, démographiquement, moralement. J'exposerai à une prochaine occasion quelles sont à cet égard la doctrine et l'action du gouvernement. Chacun sent bien en effet qu'il doit y avoir là, comme pour la puissance extérieure, un ensemble cohérent dont aucune partie ne vaudrait sans faire corps avec les autres. Quant aux ressorts, ils ne peuvent être ailleurs que dans la volonté nationale. Car tout se tient dans la vie d'un peuple et la grandeur ne se divise pas.

RÉACTION DES PARISIENS DEVANT L'ENVAHISSEUR

Paris. — « Que les Parisiennes sont donc restées élégantes, à travers ces quatre ans d'occupation et de misère! »

Telle est l'exclamation des Alliés en arrivant à Paris. Ils commencent par admirer, car il est fort agréable de voir de jolies femmes bien habillées; ils continuent par s'étonner et quelques-uns finissent par blâmer. Car, chez eux, les restrictions de tissus sont très sévères, les femmes sont mobilisées, et l'élégance est devenue presque impossible. Comment les Françaises ont-elles fait? Ont-elles été frivoles au point de dépenser des sommes folles en achetant au marché noir les beaux tissus qu'elles portent encore?

Si les Françaises sont restées élégantes, si elles ont toutes les apparences de la frivolité pour ceux qui ne les connaissent pas bien, c'est que, sous des apparences rieuses, elles sont les femmes les plus ordonnées, les plus méthodiques, les plus raisonnables qui soient au monde.

La Française sait ranger, elle ne jette rien, elle sait réemployer, utiliser, faire durer, et donner au vieux l'apparence du neuf.

Lorsque nous n'avons plus trouvé de tissus, nous avons cherché dans nos armoires, dans nos greniers, et dans

les coffres de nos mères. Nous y avons trouvé des trésors: ce furent, soigneusement pliés dans du papier de soie et imprégnés d'odeur de naphthaline, les châles de deuil que portaient nos aïeules il y a cinquante ans, fins lainages noirs, admirables de souplesse, et dans lesquels nous fîmes couper des robes sobres, d'un chic impeccable. Dans les couvertures désormais sans objet, nous avons fait faire de chaudes robes de chambres pour les hivers sans feu. Il y eut enfin les robes du soir que nous avions gardées. Défaites, teintées lorsqu'il le fallait, recoupées, refaçonées elles devinrent des robes de ville exquises.

Et voilà comment, parce que la femme française sait ranger, garder, elle peut aujourd'hui passer pour un peu trop coquette aux yeux qui la connaissent mal. Cette vieille manie française de tout conserver, de ne rien jeter, nous a pourtant valu bien des plaisanteries.

Vous connaissez l'histoire: dans l'armoire d'une maîtresse de maison, où tout est ordonné, étiqueté, on trouve une boîte portant cette inscription: «petits bouts de ficelle ne pouvant servir à rien.» En ces quatre années de pénurie, nous avons fait servir les petits bouts de ficelle.

Car nous avons manqué de tout à un degré inimaginable.

Nous subissions ces pénuries avec une inaltérable bonne humeur, et nous nous faisions un jeu d'y pallier. Les choses les plus essentielles nous manquaient. Nous n'avions pas d'huile: on achetait chez le pharmacien des algues, qui macérées dans de l'eau chaude, formaient un liquide gluant que nous mélangions avec du vinaigre pour accommoder la salade. Nous n'avions pas de sel: il s'agissait alors d'aller de pharmacie en pharmacie pour tâcher de trouver du chlorure de sodium.

Nous n'avions pas de savon, et c'était le plus horrible. On cueillait dans les champs de la saponaire, nous la mélangions à quelques «petits - morceaux - de - savon ne pouvant - servir - à - rien», et le linge était tout de même blanc.

Il était tout aussi difficile de se laver soi-même, et de laver les enfants. Plus d'eau chaude, dans les appartements, trop peu de charbon pour le chauffage central à peine de gaz, donc plus de bain. Les amis pourvus d'une installation électrique vous invitaient à prendre un bain comme autrefois, on vous invitait pour le thé. Nous en étions réduits aux douches froides, et nous tenions, l'hiver, jusqu'à la première bronchite. Après cela, nous nous arrangions avec des frictions à l'eau de cologne. Mais un jour il n'y eut plus d'eau de cologne. On eut recours à un gant de toilette-éponge mouillé d'eau, additionnée d'ammoniaque en songeant que lorsqu'il n'y aurait plus d'ammoniaque, on trouverait autre chose.

Ce qu'il y eut peut-être de plus dur, ce furent les hivers sans feu. Toute la famille se réunissait alors dans une pièce que l'on chauffait tant bien que mal. Là, la mère cousait les vêtements, préparait les légumes, le mari écoutait la radio (attentif souvent aux messages personnels de Londres) que le «brouillage» transformait en un tintamarre infernal. Et les enfants, tant bien que mal, faisaient leurs devoirs, apprenaient leurs leçons, heureux encore quand une dispute entre les cadets ne

mettait pas de cris dans ce tableau familial. Il fallait des nerfs solides. Et faire sa gymnastique tous les matins pour se réchauffer, et se tenir en forme.

(A suivre)

UN HEROS FRANÇAIS

Paris a rendu un dernier hommage au grand patriote que fut le colonel Fabien tué avec deux de ses officiers dans la plaine d'Alsace. Peu après la libération de Paris, malgré les difficultés nombreuses, Fabien était déterminé à continuer le combat contre l'occupant. «La guerre n'est pas finie parce que Paris est libéré», dit-il alors. Son groupe était mal armé et mal équipé possédant seulement les vêtements avec lesquels il se battit à la libération de Paris. Fabien lui-même portait l'uniforme qui lui avait servi en Espagne, plusieurs années auparavant. Ce colonel de 26 ans détestait les Allemands, et avec raison, car il avait été arrêté et torturé par eux, six heures durant. D'autre part son père fut fusillé par les Allemands et sa femme déportée en Allemagne. En rendant hommage à Fabien, Paris a rendu hommage à tous les soldats irréguliers de la France qui donnèrent leur vie pour libérer la Patrie de l'opresseur. Quand, en 1941, pour venger le premier Parisien exécuté par les Allemands, il tua le premier officier nazi qui devait être exécuté en France, il continuait simplement le combat contre le fascisme et contre lequel il lutta en Espagne. En effet à 17 ans, Fabien rejoignit la brigade internationale. Il devint, au moment de son premier acte de vengeance à Paris, chef du petit groupe de résistance appartenant au front national. Ce groupe sous son commandement continua à harceler les Allemands par tous les moyens en sa possession. Quitant Paris, il se rendit ensuite en province pour organiser l'armée secrète en prévision de l'insurrection nationale.

La Bretagne, Bordeaux, la Normandie, le Doubs, la Haute-Savoie ont reçu les uns après les autres, la visite de ce jeune homme énergique. Avec huit hommes, il forma le premier maquis. Après avoir accompli de nombreux actes de sabotage, il fut blessé par l'ennemi. Fabien échappa par miracle à la mort avec une balle dans le crâne. De retour à Paris, il fut pris par les Allemands et incarcéré au fort de Romainville d'où il s'échappa. Huit jours après, il rejoignit le maquis du Doubs. Il partit pour la Normandie lors de l'invasion mais il était présent à Paris lors de l'insurrection où il prit un important commandement. Il commandait le secteur Sud de Paris et établit son quartier général place d'Italie. Là, se construisirent les premières barricades de la capitale lorsque le signal du combat fut donné et ses troupes ne lâchèrent plus ensuite les Allemands. Il reçut, en particulier, la mission de délivrer le Palais du Luxembourg où l'ennemi s'était retranché et il entra pour cela en rapport avec la division Leclerc. Paris délivré, Fabien célébra la victoire en se rendant moins de trois semaines après dans les Ardennes où il combattit avec les troupes du général Patton. Son groupe reçut immédiatement armes, uniformes et ravitaillement puis fut baptisé «Première brigade de Paris». Le colonel Fabien commandait un important secteur du front et ce vétéran de vingt-six ans mourut en héros, laissant une femme et cinq enfants.



Entendu à Paris sous l'occupation:

Cercle vicieux

Une longue queue piétine devant la boucherie.

« Aujourd'hui distribution de viande », dit la pancarte. Mais la porte est fermée, l'agent de service débordé.

— « Qu'est-ce qu'on attend pour ouvrir ? » crie une femme.

— On attend le boucher, répond son voisin.

— Où est-il ?

— Il fait la queue chez le charcutier. C'est son jour.

— Et où est le charcutier ?

— Le charcutier c'est moi.

Un bon moyen

Deux dames se rencontrent dans une boutique. La première porte dans ses bras un enfant qui semble bien avoir cinq ans. Elle le dépose avec soin sur le comptoir où l'enfant, pieds nus, continue de jouer avec ses orteils.

— Vous ne lui apprenez pas encore à marcher à ce grand garçon ?

— Pensez-vous ? Au prix où sont les chaussures. J'attends la fin de la guerre.

La corde

Un paysan semait.

Un groupe d'officiers nazis passant devant son champ, l'un d'eux lui cria :

— « Tu peux toujours semer, c'est nous qui récolterons ».

L'homme répondit froidement :

— « Je l'espère bien, aussi je sème du chanvre ! »

Le perroquet

Dans une auberge d'un village français occupé par les Allemands, il y avait un perroquet bien entraîné qui s'amusait à crier : « Mort aux Boches ! » Le premier jour, l'officier allemand logé dans la maison sourit. Le deuxième jour, il ne sourit plus. Le troisième jour, il dit à l'aubergiste : « Si ce soir votre perroquet pousse encore ce cri, vous coucherez au camp de concentration. »

Que faire ? Le propriétaire du perroquet s'en va conter sa peine au curé qui, lui aussi, possède un perroquet en cage. Et ils décident d'échanger les oiseaux.

Le soir, l'Allemand rentre. Le perroquet demeure silencieux. L'officier se promène devant la cage. Puis, n'y tenant plus, il demande : « Alors tu ne dis plus : « Mort aux Boches ! » Hein ? tu ne le dis plus ? Allons, dis-le ! Dis-le encore une fois pour voir ! « Mort aux Boches ! Mort aux Boches ! »

Alors le perroquet répond d'une voix suave : « Dieu vous entende, mon enfant ! »

Les événements de la Quinzaine

Chronique militaire:

Sur le front de l'Est: L'Armée Rouge continue à remporter des succès bien qu'ils ne soient pas toujours spectaculaires, pénétrant chaque jour de plus en plus profondément en Poméranie, dans le Brandebourg et en Silésie, que les forces de Koniev menacent de couper du reste du Reich.

C'est toutefois en Silésie que l'Armée rouge a réalisé sa plus grande avance. Les forces de Koniev passant à l'offensive prirent d'assaut les villes de Leignitz, Steinan, Luben, Noumarkt, Kant, Buzlau, Bauthen, Neustadt, Freistadt, Neusalz, Sagan, Sovau, Sprottau, Jauer, Strigau, Sommerfeld, Crunberg et approchent de Cottbus et de Goerlitz tandis que d'autres unités ayant complètement encerclé Breslau se préparent à attaquer la capitale silésienne. Le maréchal Koniev qui poursuit rapidement sa chevauchée en s'infiltrant dans les lignes allemandes et en semant la panique, se prépare à prendre à revers les forces nazies défendant Berlin contre l'armée de Joukov. Les deux armées ont opéré leur jonction dans la région de Crunberg au confluent de la « Bober » et de l'Oder et s'apprentent à monter à l'assaut de la capitale du Reich. Le secret le plus absolu est tenu de part et d'autre sur les opérations de Joukov. Dans les milieux militaires berlinois, on s'attend incessamment à une grande bataille pour la rupture du front de l'Est avec Berlin comme objectif. L'aile droite de Joukov opérant plus au nord, se bat toujours aux environs de Stargard et des lacs Madu et Plöene. La bataille fait également rage entre Neustettin et Deutsch Krone. Parmi les villes occupées, on cite celles d'Arnsvalde et de Mæpkich-Friedland.

En Pologne, à l'ouest de Grudziadz encerclée, le maréchal Rokossovsky déclencha une offensive dont le but est d'isoler Dantzig et de découper la Poméranie en plusieurs tronçons. Il occupa Tuchola, Choljnice, puis Swiecie et continue son avance en direction de Dantzig et de Gdynia déjà menacés par son aile droite opérant dans la région située à l'embouchure de la Vistule. A l'arrière du front, la garnison de Schneidemuhl a capitulé; celle de Posen continue à se battre. En Prusse orientale Elbing est aux mains des alliés ainsi que la ville de Preussisch Eylau; on se bat toujours devant Königsberg en ruines. Dans les contreforts des Carpathes, les Russes libérèrent les villes de Pzczyna et Bielsko. En Hongrie, après un mois et demi de combats nos alliés soviétiques achevèrent la liquidation du groupe ennemi encerclé dans Budapest et ont occupé entièrement la capitale hongroise, important centre stratégique sur le chemin de Vienne. En Yougoslavie, les patriotes ont libéré les deux tiers de leur pays.

b) *Sur le front de l'Ouest:* L'offensive déclenchée il y a une quinzaine de jours par les forces de la première armée canadienne se développe favorablement à l'extrémité septentrionale de la ligne Siegfried bien qu'elles ont dû livrer de véritables opérations « amphibies » en raison du terrain inondé par l'ouverture des vannes du barrage de Schwammenauel, maintenant aux mains des alliés. Dans cette région, la principale ligne fortifiée

ennemie se trouve aux environs de Cleves qui fut occupée par les canadiens s'installant maintenant solidement le long du Rhin face à Emmerich tandis que les Ecossais ont nettoyé la forteresse de Goch et se dirigent sur celle de Calcar après avoir libéré la Reischwald où passait la ligne Siegfried.

La première armée américaine opérant dans le secteur de Montjoie s'empara de Schmidt avançant en direction de Bergstein. D'autres forces américaines occupèrent la forteresse de Prum et s'installent le long de la rivière de même nom au Nord et au Sud de la ville. Plus au Sud, les forces de Patton qui ont complètement libéré le Luxembourg en s'emparant d'Echternach, Vianden et Wallendorf sont passées à l'offensive et ont traversé en de nombreux points les rivières « Our » et « Sure » formant la frontière germano-luxembourgeoise, opérant ensuite leur jonction pour ne former qu'une solide tête de pont. Ces forces ont franchi dans cette région les ouvrages avancés de la ligne Siegfried et se trouvent à proximité des gros ouvrages s'étageant le long de la frontière.

En France, la 7^{me} armée lutte dans le secteur de Forbach, et celui de Sarreguemines, tandis que l'ennemi se retranche solidement dans la région de Haguenau. Quant aux troupes du général de Lattre de Tassigny, elles ont complètement libéré l'Alsace faisant plus de 20.000 prisonniers et détruisant presque complètement la 19^{me} armée allemande. C'est la plus grande victoire remportée sur le front occidental depuis la bataille de Normandie et la stabilisation du front. Le 9 février, le ministre de la guerre communiquait qu'au 21^{me} jour d'une bataille au cours de laquelle les troupes américaines et françaises rivalisèrent d'ardeur, de ténacité et de sens manœuvrier, l'ennemi fut chassé de la plaine d'Alsace et dut repasser le Rhin. 3 divisions de la première armée française bordent le fleuve sur toute l'étendue de son secteur.

C) *Dans les airs*: Nos alliés continuent par leurs attaques incessantes et massives à paralyser le système ferroviaire ennemi et à isoler les sources de ravitaillement ennemies pour empêcher les transports vers les fronts de combat.

D) *Dans le Pacifique*: 40 jours après leur débarquement sur l'île de Luzon les Américains sont débarqués à Corregidor, l'île qui ouvrira le port de Manille aux unités navales américaines.

Quelques jours plus tard, les fusiliers-marins américains effectuèrent un débarquement sur l'île d'Iwojima, le Gibraltar du Pacifique, occupant déjà le 1/3 de cette île située dans les Volcanos à 1.200 km. de Tokio.

Chronique politique :

a) *Activités du gouvernement* :

Le Conseil des Ministres s'est réuni les 9, 13, 14, 16, et 20 février sous la présidence du général de Gaulle.

Le 9, il adopta une ordonnance permettant aux chambres uniques de suspendre provisoirement par une procédure rapide l'exercice des droits de vote aux élections et celui de l'éligibilité aux membres des groupements anti-nationaux visés dans l'ordonnance de l'in-

dignité nationale. Le conseil examina aussi la question du régime des comités d'entreprises.

Le 13, le gouvernement consacra la majeure partie de sa séance à l'examen du communiqué publié à l'issue de la conférence de Crimée et aux plans élaborés pour créer à Dakar une base terrestre, maritime et aérienne destinée à garantir les communications de l'Empire et à contribuer éventuellement à la sécurité collective. Le conseil décida ensuite la création d'un comité interministériel de l'Indochine chargé d'étudier toutes les mesures à prendre pour la libération et la réorganisation de notre colonie d'Extrême-Orient.

Réuni le 14, le conseil des Ministres décida: primo: de soumettre à l'Assemblée consultative un projet d'ordonnance visant la restitution aux victimes des lois et mesures de spoliation, de certains de leurs biens. Secundo: la création par une ordonnance d'un conseil national des services publics départementaux et communaux chargé de remettre de l'ordre dans l'organisation et la gestion des services publics relevant du ministère de l'Intérieur.

Le 16, le conseil approuva les instructions adressées par M. Bidault à l'ambassadeur de France auprès des gouvernements de Washington, de Grande Bretagne et de l'U. R. S. S. en vue d'obtenir d'eux des éclaircissements indispensables au sujet des communications faites à Paris par ces gouvernements à la suite de la conférence de Yalta. Le 20, le conseil des ministres adopta une ordonnance relative à l'interdiction et à la restriction des rapports avec l'ennemi dans les territoires français libres ou libérés puis une ordonnance complétant la législation relative à l'épuration de la presse.

Au cours d'une réunion extraordinaire, le conseil des ministres approuva à l'unanimité la décision du général de Gaulle déclinant l'invitation de M. Roosevelt de se rendre à Alger.

L'Assemblée Consultative continue de son côté l'étude des budgets pour 1945 commencée le 7 février. La commission des finances marque de l'inquiétude devant les crédits prévus qui atteindront plus de 400 milliards avec les crédits supplémentaires contre 120 à 140 milliards de recettes. Jules Moch apporta les observations du groupe socialiste. Les mesures prévues devraient rapporter 200 à 250 milliards. M. Pléven a rappelé que le véritable problème pour l'Assemblée consiste à vérifier que les projets budgétaires ne prévoient que les dépenses nécessaires. Il déclara notamment: «Au lendemain de 4 années de Vichy et d'occupation, l'héritage est lourd». «La politique du gouvernement ne sera pas une politique de facilité mais une politique par équation tendant à répartir le fardeau national avec justice c'est-à-dire à le faire supporter par tous dans la mesure où chacun peut y contribuer». MM. Francis Perrier, Billoux et Schumann exposèrent ensuite les différents problèmes démographiques. Le 8, la séance de l'assemblée fut entièrement consacrée à l'audition de délégués parlant sur l'ensemble du budget du ministère du travail qui ne comporte que 4 milliards. M. Parodi répondant aux orateurs annonça qu'une commission s'occupe de la question des salaires et donna tous les apaisements sur le déficit signalé dans les assurances sociales. M. Pléven

annonça la titularisation dès cette année d'un certain nombre d'auxiliaires et la mise à l'étude d'un statut pour cette catégorie d'employés.

Le 14, l'assemblée examina les crédits affectés au département des travaux publics, puis entendit M. Chaumié qui exposa la situation des transports. M. Mayer répondant aux critiques ajouta notamment que le « véritable remède à la crise actuelle des transports était la livraison, par les alliés, du matériel roulant qui fit l'objet de négociations avec les Etats-Unis ». Le 20, de vifs débats eurent lieu à l'Assemblée lors de l'exposé de Monsieur de Menthon sur l'œuvre qu'il accomplit. Examinant les critiques qui lui sont adressées M. de Menthon montra la complexité du problème des repressions et énuméra les grandes réformes envisagées. Après l'exposé du ministre de la justice, les délégués se succédèrent demandant tous une épuration plus rapide.

b) Mesures d'épuration:

La chambre des mises en accusation, décida de renvoyer devant la Haute Cour l'Amiral Esteva. A Paris, Ripert et Carcopino anciens ministres de Vichy ont été mis en liberté provisoire tandis que la mise en liberté du général Bergeret fut rejetée. A Marseille, la cour de justice rendit le verdict dans l'affaire de 5 membres de la police de Vichy ayant opéré dans la région et accusés d'avoir participé à la répression contre les patriotes. Elle prononça 2 condamnations à mort, deux condamnations aux travaux forcés à perpétuité et acquitta le 5^{me} inculqué.

En outre, 3 autres condamnations à mort ont été prononcées: une à Périgueux, une à Toulouse et la 3^{me} à Rennes.

c) *Voyage du général de Gaulle*: Le Chef de la France parcourant l'Alsace, les 10 et 11 de ce mois, a porté à cette province libérée le salut de la Mère-Patrie. A Mulhouse, au cours d'une émouvante cérémonie, le général de Gaulle remit la grande croix de la Légion d'Honneur au général de Lattre de Tassigny, vainqueur de Belfort et de Strasbourg. A Colmar, les généraux Bethouard et Leclerc ont été décorés. A Strasbourg, le général de Gaulle assista à un Te Deum, puis l'évêque de Strasbourg au cours d'une allocution déclara notamment: « Vous renouvez, mon général, le geste qui honora Louis XIV et Bonaparte en venant rendre à son antique destination normale cet édifice: la cathédrale de Strasbourg ». A l'issue de la messe, le Chef de la France décora le drapeau d'un régiment de tirailleurs et plusieurs officiers supérieurs. Les troupes défilèrent ensuite parmi lesquelles les F.F.I. du Bas-Rhin. A Saverne, le général de Gaulle fut accueilli par les généraux américains. Il remit la cravate de commandeur au colonel commandant le régiment des tirailleurs tunisiens, la plaque de grand officier au général Devers et la cravate de commandeur au général Patch. De nombreuses récompenses ont également été remises aux officiers de la Légion étrangère. A Metz, le général Giraud attendait l'illustre visiteur devant le monument aux morts et au milieu des acclamations de la foule, les généraux de Gaulle et Giraud se serrèrent longuement la main.

d) *Nouvelles diverses*: 10.000 spécialistes de l'UNRRA sont en train de se rassembler aux frontières du Reich pour mener à bonne fin le gigantesque rapatriement des prisonniers et déportés. Les difficultés seraient sans doute multiples, car de nombreux Allemands munis de

faux papiers d'identité cherchent à s'évader du Reich comme étrangers.

Donnant quelques chiffres sur l'effort et les sacrifices des Français depuis les hostilités, une dépêche de Paris nous apprend que le nombre des Français mobilisés est de 165.000 sur 236.000 pour l'Afrique du Nord, soit 70% des mobilisables; 490.000 pour la Métropole; 22.000 pour l'Empire. La Marine compte 80.000 hommes mobilisés dont 40.000 embarqués.

NOTE DE LA RÉDACTION

Pour des raisons d'ordre matériel, et indépendantes de notre volonté, le numéro du journal qui devait paraître le 10 Février courant n'a pu être imprimé.

Nous nous excusons de ce fâcheux contretemps auprès des nombreux et fidèles lecteurs de « LA LIBERTE » qui suivent avec sympathie les efforts que nous faisons pour renseigner, en toute objectivité, le public Saint-Pierrais.

LA RÉDACTION

Etat-Civil de Saint-Pierre

NAISSANCES:

- 25 Janvier. — Kerrien, Anne-Marie, Ernest, Ernestine, Pierrette.
- 2 Février. — Lemaine, Anne-Marie, Josépha.
- 2 Février. — Detcheverry, Marie, Agnès, Josépha.
- 9 Février. — Clément, France, Marie, Thérèse.
- 13 Février. — Tillard, Françoise, Marie, Fernande.
- 15 Février. — Dérout, Roger, Elie, Gustave,

MARIAGES:

- 9 Février. — Disnard, Albert Eugène et Bonniol, Julienne, Marguerite

DÉCÈS:

- 5 Février. — Manet, Marie, Elisa, veuve de Guillaume, Paul.
- 5 Février. — Lescamela, Emile, Clément, Pierre.
- 10 Février. — Poulain, Léonie, Félicia, épouse de Vigneau, Théophile, Alexandre, Louis, Marie.
- 16 Février. — Petipas, Joseph, Pierre, Louis.
- 19 Février. — Apestéguy, Léone, Renée, Marie épouse de Saillard, Pierre, Martin, Louis.
- 20 Février. — Bry, Clémence, Adèle épouse de Hacala, Edouard, Ernest, Albert.

A VENDRE

Une propriété s'adresser à Madame Joseph Ruel
Bon emplacement pour commerce.

L'ESPAGNOL Gustave

Quai de la Roncière — SAINT-PIERRE

Articles de Ménage

Ripolin et Peintures toutes couleurs

Essences :- Huile de lin :- Mastic :- Vernis
Verre ordinaire et imprimé, etc.

Appareils de Chauffage en tous genres

Eugène THEAULT

QUAI DE LA RONCIERE

FERBLANTERIE - QUINCAILLERIE
POSES APPAREILS DE CHAUFFAGE
SALLE DE BAINS ET ACCESSOIRES